

La N-VA recadre LES LIBÉRAUX

► Les nationalistes flamands n'ont pas tardé à réagir à la proposition de personnalités MR souhaitant refédéraliser des compétences

► En réaction à la lettre ouverte de mandataires libéraux appelant à la refédéralisation de certaines compétences, les nationalistes flamands ont envoyé un missile vers le MR, mais sans ogive nucléaire.

Le communiqué de presse était tout de même destiné à faire mal, à vexer. *"Il est regrettable de devoir constater que le MR perd sa confiance en la Wallonie et ses habitants (en appelant à rapatrier des compétences régionalisées au niveau fédéral, NdLR). Le MR semble penser que les responsabilités politiques wallons ne sont pas capables de prendre leurs propres défis à bras-le-corps. Quand ils réclament de remettre les soins de santé*

wallons, leurs propres politiques de mobilité, d'énergie et d'agriculture sous curatelle fédérale, le MR en revient à dire qu'ils ont besoin des Flamands pour mettre de l'ordre en Wallonie."

LA N-VA NE VEUT PAS DES

-"COMMUNISTES WALLONS"

La réponse de la N-VA, transmise à toutes les rédactions, avait même quelques tournures plus menaçantes : *"Nous nous réjouissons que des membres éminents du MR souhaitent à nouveau débattre de thèmes communautaires et mettent ainsi fin au 'standstill' communautaire. [...] Pour gouverner la Belgique de manière réellement plus efficace, il faudra mener un vrai débat institutionnel, et donc parler de confédéralisme.*

Car la N-VA n'acceptera jamais qu'une politique flamande de soins de santé, d'enseignement, de mobilité, d'immigration ou de sécurité soit à l'avenir définie par des socialistes ou des communistes wallons. Pour la N-VA, le confédéralisme est la seule solution structurelle."

Violent, donc, mais mesuré. Les nationalistes voulaient punir les libéraux pour leur audace (*"Un tabou est enfin tombé"*, écrivaient les cosignataires au sujet de la refédéralisation), mais sans engager leur présence au sein de l'exécutif fédéral aux côtés du MR. La preuve : le communiqué est signé par Sander Loones, vice-président de la N-VA, et par Matthias Diependaele, chef de groupe N-VA au parlement flamand. Une réponse apportée par Bart De Wever

lui-même ou par son vice-Premier ministre Jan Jambon (tous les deux en vacances) aurait eu une signification plus lourde... À la N-VA, on mesure bien que le MR est un partenaire à préserver, malgré tout. Sans les libéraux francophones, la N-VA n'avait pas d'alliés de l'autre côté de la frontière linguistique pour monter au fédéral. Et le MR sera également nécessaire en 2019 pour lui permettre de se maintenir au pouvoir.

—**"UN COUP DE CANIF"**—

Toutefois, si le plus grand parti de Flandre (et de Belgique) avait accepté en 2014 de mettre les réformes institutionnelles au frigo pour cinq ans afin de mettre la *suédoise* sur les rails, il ne faut tout de même pas trop le chaouiller. Un petit rappel idéologique était nécessaire alors que l'on vote en octobre prochain et en mai 2019. Surtout lorsque deux ministres fédéraux – Sophie Wilmès (Budget) et François Bellot (Mobilité) –

cosignent la lettre ouverte rédigée à la base par les Jeunes MR. *"C'est un coup de canif au contrat"*, juge un nationaliste flamand à l'égard des deux membres du gouvernement Michel.

PREMIER VRAI TACLE DE

LA N-VA

C'est en effet l'appui officiel apporté par Wilmès et Bellot à la cause "refédéraliste" qui a choqué les nationalistes flamands. *"Que Christine Defraigne ou les Jeunes MR soutiennent cela, on s'en fiche, explique une source flamingante. François Bellot s'était déjà prononcé en interview sur le retour au fédéral, mais le fait qu'il y ait une lettre ouverte, cela a un impact politique plus fort."* D'autant plus que le top du MR avait été mis au courant de la démarche des libéraux... D'où le ton du communiqué des nationalistes. Il s'agissait du premier du genre depuis le début de la législature. La N-VA n'avait jamais tacle le partenaire MR à ce point.

Frédéric Chardon

LA PHRASE

"La N-VA n'acceptera jamais qu'une politique flamande de soins de santé, d'enseignement, de mobilité, d'immigration ou de sécurité soit à l'avenir définie par des socialistes ou des communistes wallons."

Communiqué de la N-VA

“ RÉACTIONS

Olivier Chastel
PRÉSIDENT DU MR

“Pas l'heure!”

“L'heure n'est pas aux discussions institutionnelles. Le programme général du MR sera débattu début 2019. Le chapitre institutionnel et toutes les mesures permettant d'améliorer l'efficacité des institutions seront abordés à cette occasion.”

Olivier Maingain
PRÉSIDENT DE DÉFI

“Le bal de l'hypocrisie”

“Le bal de l'hypocrisie continue. La sixième réforme de l'État allait être si bénéfique aux citoyens, qu'ils disaient, tous ceux qui ont fait basculer la Belgique vers le néant du confédéralisme. Et aujourd'hui le MR permet à la N-VA de vider ce qui reste de l'État belge.”

Catherine Fonck
CHEFFE DE GROUPE CDH À LA CHAMBRE

“Pourquoi pas”

“Le cœur du débat, c'est comment être beaucoup plus efficace en politique. Refédéraliser? Pourquoi pas! Depuis 10 ans, je ne cesse de dire que 9 ministres de la Santé, c'est 9 fois trop. Mobilité, Environnement, Climat, Énergie, même constat. Tout le monde est compétent mais personne n'est responsable.”

Jean-Luc Crucke
MINISTRE
WALLON DU BUDGET

“Supprimons plutôt les provinces”

“Le modèle que je défends, c'est une Belgique avec quatre Régions fortes. [...] Faisons d'abord le travail chez nous avec la suppression des provinces et le transfert des compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles vers les Régions afin qu'elles puissent assumer totalement leurs responsabilités.”

LE MR RESTE DIVISÉ: le débat est reporté à 2019

▣ La volonté est de reconduire le gouvernement Michel sans préoccupations communautaires

► La lettre ouverte cosignée par plusieurs mandataires libéraux sur la refédéralisation ne doit pas masquer la réalité: le MR n'a pas une doctrine claire et univoque sur les réformes institutionnelles. Certains, comme Sophie Wilmès, François Bellot ou Christine Defraigne, estiment en effet que l'on a régionalisé avec un manque flagrant de bon sens. Ils sont sur la même ligne que le vice-Premier ministre Open VLD Alexander De Croo. D'autres, au contraire, pensent

que l'avenir de la Belgique doit reposer sur des Régions plus fortes encore. C'est le cas du ministre wallon de l'Énergie Jean-Luc Crucke.

—“QUATRE RÉGIONS”—
“Est-ce que j'aurais pu signer cette lettre ouverte? Sûrement pas, en aucun cas. Je ne partage

absolument pas ce point de vue sur la refédéralisation”, tranche-t-il d'emblée. “Le modèle que je défends, c'est une Belgique avec quatre Régions fortes, dont la Région germanophone. Plutôt que de lancer des brûlots communautaires, il faut être très prudent. Le socle du gouvernement fédéral, c'est le fait qu'il n'y a pas d'évolution dans les institutions justement. C'est un gouvernement socio-économique, c'est déjà pas mal comme chantier et cela se passe bien.”

S'il fallait réformer des institutions, estime encore Jean-Luc Crucke, c'est au sein de l'espace francophone qu'il faut chercher. “Il y a une piste que l'on peut suivre: la simplification institutionnelle. Faisons d'abord le travail chez nous avec la suppression des Provinces et le transfert des compétences de la

Fédération Wallonie-Bruxelles vers les Régions afin qu'elles puissent assumer totalement leurs responsabilités.”

—CHASTEL TEMPORISE—

Du côté d'Olivier Chastel, président du MR, on temporise. Vis-à-vis de la N-VA comme vis-à-vis des points de vue divergents exprimés en interne.

“L'heure n'est pas aux discussions institutionnelles. Elles n'ont pas été au centre des discussions au cours de cette législature et ne le seront pas avant son terme. Le programme général du MR sera débattu début 2019 en vue des élections de mai. Le chapitre institutionnel et les mesures permettant d'améliorer l'efficacité des institutions seront abordés à cette occasion.” Régionalistes, fédéralistes et refédéralistes libéraux devront donc prendre leur mal en patience:

la réorganisation de la Belgique et la nécessité d'une septième réforme de l'État ne seront pas examinées maintenant. Pas publiquement, en tout cas.

Reste qu'au MR, la volonté est de reconduire le gouvernement Michel pour une nouvelle législature sans préoccupations communautaires, afin de poursuivre les réformes socio-économiques que les libéraux estiment nécessaires.

F. C.

LA PHRASE

“Est-ce que j'aurais pu signer cette lettre ouverte? Sûrement pas, en aucun cas. Je ne partage absolument pas ce point de vue sur la refédéralisation.”

Jean-Luc Crucke, ministre wallon de l'Énergie.